

Nouveautés d'EU.Pol →

La violence à l'encontre de la police – un point chaud à l'échelon international

Le 10 mai 2022 se sont tenus à Bruxelles la séance du Bureau Exécutif et la première séance avec les nouvelles fédérations. Le lendemain, EU.Pol a accueilli la directrice de la Fédération «European Federation of Journalists (EFJ)», Renate Schröder, tandis que l'après-midi se déroulait l'événement de lancement d'EU.Pol.

Texte et photos: Alexia Hungerbühler



Après de nombreuses séances virtuelles, on a enfin pu à nouveau organiser une rencontre physique réunissant les différents membres d'EU.Pol. Comme vous le savez, la FSFP fait partie des cofondateurs de cette fédération de police internationale et notre secrétaire général, Max Hofmann, est le premier vice-président de l'organisation. Lors de cette rencontre, la Suisse était représentée par le vice-président Emmanuel Fivaz, le Secrétaire général Max Hofmann et la Responsable marketing et communication Alexia Hungerbühler.

De nouveaux membres pour EU.Pol

Peu de temps après la création, quatre nouvelles fédérations se sont déjà affiliées à l'EU.Pol. Les voici:

- La SNPS-NSPV (www.snps.be) de Belgique, représentée par Carlo Medo et Thierry Belin, président et secrétaire général
- La NPPSS de Lituanie, représentée par Saulius Dziautas (président), Vaida Bratcher et Gintare Petruelinė (membres du comité de leur fédération)
- La SNPGL du Luxembourg (www.snpgl.lu), représentée par Pascal Riquier (président) et Jérôme Alesch (trésorier)
- Alternative PN de France (www.alternativepn.fr): Denis Jacob (secrétaire général) et Sylvain Durante (secrétaire général adjoint) se sont fait excuser

Les nouvelles associations membres ont été officiellement élues et accueillies. Des cadeaux ont même été offerts au président d'EU.Pol Peter Smets, tandis que les membres ont

reçu le drapeau officiel et le pin's. Un geste chaleureux et une estime sincère. Il est bon de constater qu'EU.Pol a grandi en peu de temps. Le nombre total de membres s'élève à environ 100 000, et la FSFP, forte de ses 27 000 membres environ, y représente un partenaire de choix et de poids. Un chiffre remarquable qui a d'ores et déjà été souligné par le Parlement européen. Cela s'est vu à la qualité des oratrices et des orateurs qui sont intervenus lors de la manifestation de lancement du 11 mai. Mais vous en saurez plus ci-après.

Sujet principal: la violence à l'encontre de la police

Les deux journées étaient placées sous le thème de la «Violence à l'encontre de la police». Ce problème est présent dans tous les pays, mais plus profond dans certains pays que dans d'autres. En amont, une enquête a été lancée par les groupes de travail au sein du cercle de membres des différentes fédérations. La FSFP a également participé à cette enquête par l'intermédiaire du secrétaire général. Les premiers résultats montrent clairement que le problème est majeur et doit être traité au niveau international. Les résultats de tous les pays seront présentés dans le cadre de la prochaine réunion physique par Rui Neves, 2ème vice-président, et son groupe de travail. La collègue lituanienne a souligné que les différents syndicats avaient besoin d'un feedback de la base (principe «bottom up»), car en fin de compte, c'étaient eux les concernés, qui avaient les infos nécessaires. Ces infos devaient ensuite être communiquées à leurs supérieurs pour qu'EU.Pol puisse, au final, faire pression au Parlement européen. Max Hofmann a suggéré qu'EU.Pol, à l'image de la Suisse, forme des groupes parlemen-

taires pour s'exprimer sur différents sujets et domaines de compétence au sein du Parlement européen. Une proposition allant dans ce sens sera élaborée.

Une forte émotion était palpable lorsqu'une policière de Belgique, Gaël Vandebussche, a parlé de son cas. Elle a été victime d'une agression avec un collègue au cours d'une intervention. Au moment de l'arrestation de l'agresseur, elle a subi des blessures physiques et psychiques et a dû finalement abandonner son travail de policière ainsi que son job d'appoint d'entraîneuse sportive. Les coûts que représentent les frais d'avocat et de procès n'étaient pas couverts par l'employeur et l'ont conduite à la ruine financière. Il n'y a pas eu de soutien de la part de son employeur et Gaël n'a pu compter que sur elle-même.

Académie EU.Pol

Willy Valckx et Michel Öz, de l'association néerlandaise, ont livré un aperçu des webi-

naires qui avaient été organisés par EU.Pol. À l'avenir, Vaïda Bratcher, de la fédération lituanienne, participera également à ce groupe de travail.

Les webinaires ont été jusqu'à présent bien fréquentés, le nombre de personnes variant entre 38 et 12. Les participants sont pour une large part des collègues assez jeunes. L'objectif est que les webinaires deviennent gratuits. Pour les membres de la FSFP, c'était déjà le cas, car la Fédération les finançait.

Les webinaires sont publics et ne sont pas conçus uniquement pour les membres d'EU.Pol. Concernant les contenus pour les prochains séminaires, on attend de toutes les organisations qu'elles fassent des suggestions. Un sujet potentiel pour l'automne serait Frontex: qu'implique le fait de travailler pour Frontex et

quelles possibilités existent au sein de Frontex pour les policières et les policiers? Ce serait aussi une plateforme intéressante pour Frontex, car l'on sait qu'elle a souvent du mal à trouver des collaborateurs.

«European federation of journalists»: collaboration sur le thème de la violence à l'encontre des journalistes et de la police

Journalistes et policiers/policières: Est-ce là une bonne association? En tout cas, il le fau-

draît, car nous avons un objectif commun: protéger la démocratie. Il est connu que des incidents impliquant des journalistes peuvent survenir, en particulier lors de manifestations. On sait aussi que les

Les journalistes sont les chiens de garde de la société. Ils ont la mission de garantir au public le droit à l'information.

journalistes entravent parfois le travail de la police, ce qui est bien sûr pénible et perturbant. Mais les journalistes sont aussi victimes de violence. Nous en avons fait l'expérience aussi en Suisse, pendant la crise du coronavirus. Et pire encore, nous l'apprenons de l'étranger où il arrive que des journalistes soient tués.

Toutefois, même s'il y a parfois des opinions et des approches différentes, une collaboration basée sur le respect est bien plus constructive. C'est également ce qu'a affirmé Renate Schröder de l'«European Federation of Journalists EFJ» lors de son discours à l'intention des membres d'EU.Pol. Les journalistes sont les chiens de garde de la société. Ils ont la mission de garantir au public le droit à l'information. Bien sûr, ils deviennent ainsi souvent la cible de personnes qui n'aiment pas être confrontés à la vérité (p. ex. les anti-conformistes d'Allemagne). Renate Schröder a rapporté quelques exemples où des journalistes ont été les victimes ciblées de campagnes de diffamation de la part du monde politique, et donc agressés. En raison de la polarisation grandissante au sein de la société, les journalistes ont été bien plus exposés aux agressions et à la violence pendant la



Pascal Luthi, Commandant Police neuchâteloise et Emmanuel Fivaz, Vice-président FSFP.



Le président d'EU.Pol, Peter Smets, reçoit des cadeaux de la part des nouveaux membres lituaniens.

pandémie. Pas seulement dans la rue, mais aussi très souvent en ligne, sur les réseaux sociaux.

La collaboration avec la police implique respect mutuel et éthique. Et ce n'est qu'ensemble que nous pouvons faire barrage à la violence à l'encontre de la police et des journalistes. Dans certains pays, des principes éthiques ont été convenus entre la police et les représentants médias. Ailleurs, il existe des équipes de dialogue.

Selon la situation actuelle, il n'existe pas en Suisse de contact entre la FSFP et l'Association des journalistes. Toutefois cela fera l'objet d'un point de discussion au sein du Bureau Exécutif.

Événement de lancement

Le bouquet final de cette rencontre de deux jours aura été l'événement de lancement proprement dit dans le quartier général de la Fé-

dération à Bruxelles. EU.Pol a invité diverses personnalités d'envergure, issus du monde de la politique et de la police, qui se sont exprimés sur le thème de la «Violence à l'encontre de la police». Une soixantaine de personnes étaient présentes, dans la mesure où l'événement était aussi ouvert au grand public.

Les personnes suivantes ont pris la parole dans l'ordre indiqué et se sont adressés à l'assistance:

- Gaël Vandebussche, ancienne inspectrice de la police locale en Belgique.
- Assita Kanko, membre du Parlement européen, vice-présidente du groupe CRE
- Michel Goovaerts, commissaire divisionnaire Belgique, chef de la zone Bruxelles
- Wim Liekens, Director Police Information ICT, Belgique

- Pascal Luthi, Commandant Police neuchâteloise, vice-président CCPCS
- Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur de Belgique
- Jean-Philippe Lecouffe, directeur exécutif adjoint d'Europol

Les différents intervenants et intervenantes se sont exprimés sur le sujet et ont expliqué comment ils souhaitaient faire barrage à la violence à l'encontre de la police, mais aussi contre toutes les autres organisations d'intervention. Bien sûr, seule une collaboration réunissant la politique, les activités de lobbying, la technique et un travail conséquent de relations publiques peut mener au succès.

Gaël Vandebussche

La vidéo de Gaël (que vous pouvez d'ailleurs retrouver sur la page Facebook de VSOA Politique, novembre 2020) a été présentée une nouvelle fois lors de cette rencontre. Cela vaut la peine de visionner son témoignage, car il démontre clairement l'échec du système tout entier. Au sein de la police, elle n'a bénéficié d'aucun soutien. Or, nous savons tous que les employés sont le bien le plus précieux d'une entreprise ou d'une organisation.

Assita Kanko

Pour Assita Kanko, la police est bien sûr un élément de la société qui protège cette dernière et représente la démocratie. En conséquence, il faut la doter des instruments adéquats pour qu'elle puisse mener à bien ses missions. Mais elle entrevoit également des tensions au sein de la justice car, bien souvent, les auteurs de violence retrouvent rapidement la liberté après leur arrestation. L'ayant elle-même expérimenté personnellement, elle lutte maintenant d'autant plus pour la mise en place de poursuites pénales équitables après une arrestation. Madame Kanko a eu la gentillesse d'inviter EU.Pol au Parlement européen. Bien sûr, nous donnons suite à cette invitation.

Michel Goovaerts

À Bruxelles, 7700 agressions au total ont été commises en 2021 à l'encontre de policières et de policiers! Dire que cela a eu de lourdes conséquences sur nos collègues, c'est une évidence. Les troubles du stress post-traumatique (TSPT) font hélas partie du quotidien. Les réseaux sociaux apportent également leur contribution (négative), dans la mesure où ils propagent à la vitesse de l'éclair des conflits entre les parties, p.ex. entre un employé et son employeur, et peuvent faire des vagues.

Wim Liekens

Concernant l'informatique, Wim Liekens a souligné l'importance des données. Bien sûr, celles-ci aident également à lutter contre la violence à l'encontre de la police et à venir à bout des problèmes. En Belgique, ils travaillent avec un nouvel outil informatique qui s'est déjà imposé et permet d'enregistrer de façon centralisée toute agression commise à l'encontre d'un policier. De plus, les supérieurs ont l'obligation de signaler l'incident.

Pascal Luthi

Le vice-président de la CCPCS a informé les personnes présentes que la Suisse n'était plus depuis longtemps un îlot calme au sein de l'Europe et que la violence à l'encontre des agents de police était devenue une réalité aussi en Suisse. Il a fallu plus de dix ans pour que le monde politique, avec l'aide de la FSFP, reconnaisse cela comme un problème urgent. Toutefois, à ce jour, les résultats sont encore bien minces.

Jean-Philippe Lecouffe

Le général Lecouffe estime qu'une certaine radicalisation s'est produite au sein de la population et que la violence et les menaces à l'encontre de la police ont fortement augmenté. Ni lui ni Europol ne portent un regard optimiste sur l'avenir. Il trouve que les

employeurs devraient veiller bien davantage au bien-être de leurs employés et a souligné qu'EU.Pol pouvait compter à tout moment sur le soutien d'Europol.

Annelies Verlinden

Les déclarations de la ministre de l'intérieur Annelies Verlinden, en particulier, ont fait impression: «Je m'engage pour une tolérance zéro en ce qui concerne la violence à l'encontre de la police, et donc de tous les métiers liés à la sécurité, ainsi que des forces d'intervention. En effet, celles et ceux dont la mission est de nous protéger et de veiller sur nous ont droit à toute forme de protection.

À cette fin, je prendrai toutes les mesures possibles dans le cadre de mes attributions. Cela se fera bien sûr en collaboration avec le ministère de la Justice.»

Je m'engage pour une tolérance zéro en ce qui concerne la violence à l'encontre de la police, et donc de tous les métiers liés à la sécurité, ainsi que des forces d'intervention.



José David du SPC, le syndicat de Catalogne, Espagne.

Pour finir, on peut dire qu'EU.Pol est là pour partager des expériences et apprendre de chacune et de chacun. C'est ce qui a été vécu intensément pendant ces journées et qui servira finalement aux policières et aux policiers dans leur travail au quotidien. La prochaine session aura lieu en Suisse et la FSFP y travaille d'ores et déjà, ce qui promet une rencontre fructueuse avec les collègues d'EU.Pol. ←